

# Les monnaies locales complémentaires

Un outil pour se réappropriier l'économie

ANALYSE



Toutes nos publications sont disponibles gratuitement :

- **En téléchargement**, depuis l'adresse Internet de notre ASBL :  
**[www.cpcp.be/etudes-et-prospectives](http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives)**
- **En version papier**, vous pouvez les consulter dans notre Centre d'Archives et de Documentation situé :  
**Rue des Deux Églises, 41 - 1000 Bruxelles**  
**02 238 01 69 - [archives@cpcp.be](mailto:archives@cpcp.be)**

## INTRODUCTION

Nous connaissons l'euro, le dollar, le peso, la livre, le rouble ou le dinar. Mais nous connaissons moins bien le Valeureux ou l'Epi à moins d'être Liégeois ou Lorrain et... un peu militant.



Nous avons décidé de nous intéresser à ces monnaies locales complémentaires (MLC) pour tenter de comprendre leur intérêt ; pourquoi créer des billets qui ressemblent de loin à ceux du Monopoly ? Qu'est-ce que cela apporte de plus à une cité et ses habitants ? Quelles sont les opportunités auxquelles les monnaies classiques ne répondent pas ?

Quelle est l'ampleur du phénomène ? Son potentiel est loin d'être dérisoire. Il existe actuellement dans le monde à peu près 5 000 monnaies locales complémentaires.<sup>1</sup> Un succès qui nous interpelle sur leur existence : n'importe quel groupement de citoyens aurait-il le droit de lancer sa monnaie ? Comment cela fonctionne-t-il ?

Avant d'aborder ces questions somme toute fort légitimes, reposons-nous une question toute simple : au fond, qu'est-ce que la monnaie ?

### 1. Qu'est-ce que la monnaie ?

Quelle que soit sa forme (billet, pièce, coquillages, cacao, blocs de sel ou encore électronique), la monnaie remplit plusieurs fonctions sur lesquelles tout le monde s'entend. Elle permet de mesurer la valeur d'un bien. Elle sert de réserve de valeur pour ceux qui souhaitent anticiper les mauvais jours. Et elle est avant tout un moyen d'échange accepté par les utilisateurs ! Sans confiance mutuelle, une monnaie ne fonctionne pas.

<sup>1</sup> Voir K. VAN OVERMEIRE, « Dynamiser l'économie locale grâce aux monnaies locales complémentaires », *Mouvement communal*, n°873, décembre 2012, [en ligne] [http://www.uvcw.be/no\\_index/articles-pdf/4610.pdf](http://www.uvcw.be/no_index/articles-pdf/4610.pdf), consulté le 13 septembre 2016.

Mais nous verrons ci-dessous qu'il est tout à fait possible d'attribuer d'autres nouvelles fonctions à une monnaie. Elle peut renforcer un territoire, consolider les liens intergénérationnels ou encore favoriser le développement durable. Nous y reviendrons.

## I. LES DIVERS TYPES DE MONNAIES ET LEURS FONCTIONS

Aujourd'hui, nos moyens de subsistance (salaires, allocations) nous sont versés sous forme de monnaie scripturale : loin d'être palpable, notre salaire ne représente qu'une ligne d'écriture dans le monde informatique bancaire. C'est sûr, il est bien loin le temps où l'ouvrier recevait sa quinzaine en monnaie sonnante et trébuchante<sup>2</sup>! Et quand nous sommes invités à payer une facture d'électricité, c'est aussi sous forme scripturale que nous payons à l'aide d'un virement.

La monnaie que nous utilisons pour nos échanges au quotidien, soit les pièces et les billets, est créée par les banques centrales. Il s'agit de la monnaie fiduciaire. Ces pièces et billets ne représentent que 10 % à 15 % de l'argent utilisé dans le monde. Les 85-90 % autres sont juste des écritures issues d'activités de crédit. Sans crédit, pas de création monétaire !

Et oui, bien que cela puisse sembler étrange, 85 à 90 % de l'économie repose sur... des lignes de chiffres que des banques (autorisées à octroyer des crédits) ont créées dans le système bancaire et financier. Et c'est ce qui a poussé l'industriel Henry Ford à dire : « Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. »<sup>3</sup>

Il existe aussi des monnaies virtuelles, telles que le Bitcoin (*bit* pour unité d'information binaire et *coin* pour pièce de monnaie). Elles ne sont gérées par aucune autorité ou banque centrale.

<sup>2</sup> Le *trébuchet* était une petite balance à plateaux qui permettait de peser de petits poids comme de l'or, de l'argent ou des bijoux.

<sup>3</sup> D. HALLEPEE, J.-F. GUEDON, C. GRIMAUD, *Le monde économique par les citations : Les bons esprits, les cancrés et les nuls se cultivent*, s.l. : Les écrivains de Fondcombe, 18 août 2014, p. 572.

Au départ de cette histoire, on retrouve... des équations informatiques laborieuses qui ne peuvent être résolues qu'en assemblant de nombreux ordinateurs et ainsi profiter de leur puissance de calcul. Ceux qui participent à la résolution de ces équations sont appelés des *mineurs*. Ils gagnent des Bitcoins dès qu'une équation est résolue.

Depuis sont apparus les possibilités de vendre des biens et services en Bitcoin ou encore les troquer sur des plateformes d'échange.

Il faut savoir que la valeur du Bitcoin est fonction de l'offre et de la demande. Ce qui peut le faire fluctuer très fortement. Le Bitcoin atteint près de 700 dollars au 14 novembre 2016 après avoir atteint un pic historique de plus de 1 000 dollars en novembre 2013 et après avoir longtemps planché à quelques cents à peine entre sa création en 2009 et la fin de l'année 2010. Cette monnaie virtuelle subit très clairement l'impact de la spéculation. Et comme les transactions sont anonymes ou presque<sup>4</sup>, le Bitcoin est parfois critiqué pour permettre le blanchissement d'argent ou la promotion d'activités illégales.

Enfin, nous avons aussi des monnaies dites complémentaires. On ne peut pas appeler ces nouveaux outils de paiement purement et simplement de la monnaie car elle serait en concurrence avec la monnaie officielle. Or, l'idée n'est pas de se substituer à cette monnaie officielle mais bien de compléter l'offre existante grâce à des *bons de soutien à l'économie* !

## 2. Divers types de monnaies complémentaires

À y regarder de plus près, nous voyons que ces monnaies complémentaires ne nous sont pas si étrangères et que nous en utilisons déjà sous forme de chèque-repas ou de carte de fidélité de magasin nous donnant le droit, par exemple, à une réduction de 5,00 EUR. Ces monnaies complémentaires sont dites *fondantes* car elles perdent de leur valeur à une date déterminée (elle est dévaluée intentionnellement). Ce qui encourage le consommateur à les dépenser rapidement et à faire tourner l'économie.

---

<sup>4</sup> Une transaction en Bitcoin sera toujours signée avec la clé d'identification de l'utilisateur. Mais celle-ci ne contient a priori pas de données personnelles pour l'identifier.

Nous pouvons aussi mettre dans cette catégorie les monnaies-temps qui permettent d'échanger des compétences et des savoirs sous forme de chèques-temps en cours dans des Systèmes d'Échanges locaux (SEL), des banques du temps ou des accorderies.

Intéressons-nous aux monnaies locales complémentaires que nous rencontrons aussi dans ce texte sous l'abréviation MLC.

## II. LES MONNAIES LOCALES COMPLÉMENTAIRES

### 1. Monnaie locale, une expérience nouvelle ?

Les monnaies locales sont loin d'être une nouveauté. La plus ancienne d'entre elles remonterait au temps des pharaons.

Dans nos contrées, on rencontre les premières MLC au Moyen Âge pour faciliter les échanges commerciaux au niveau local. Ces monnaies étaient fabriquées alors par des autorités locales ou des monastères jusqu'à ce que des rois ou des empereurs imposent leur propre monnaie centralisatrice au nom d'un nouveau droit régalien (un droit qui ressort de la royauté ou de l'État).

Les monnaies locales apparaîtront alors de manière ponctuelle au cours de l'histoire. De manière générale, comme le souligne l'économiste belge Bernard Lietaer, « les monnaies locales apparaissent presque toujours en temps de crise et permettent de répondre à des besoins auxquels la monnaie officielle ne permet pas (ou plus) de répondre. Elles tentent de contrer les effets néfastes du système capitaliste (délocalisation, spéculation, épuisement des ressources, consumérisme...). »<sup>5</sup>

Parmi les monnaies locales toujours en cours actuellement, nous connaissons le WIR en Suisse qui a aujourd'hui 82 ans !

---

<sup>5</sup> B. LIETAER, « Les monnaies locales complémentaires », *Econosoc.be*, février 2012, consulté le 10 juillet 2016.

## 2. À quoi doit-on le succès actuel des monnaies locales en Europe et en Belgique ? Quel lien avec la crise de l'euro ?

Certaines voix reprochent aujourd'hui aux monnaies officielles (comme l'euro ou le dollar) d'être « au service d'une économie financiarisée où une minorité accumule des richesses tandis qu'une majorité est appauvrie. Une économie où règne la spéculation, l'évasion fiscale. »<sup>6</sup> De ce point de vue, de plus en plus de citoyens s'inquiètent du pouvoir des banques, des risques de défaillance monétaire, de monnaies qui ne sont plus au service de l'économie réelle et échappent au contrôle démocratique.

À la suite du krach financier de 2008, pour pallier le manque d'enracinement local, les monnaies locales connaissent un succès grandissant. Et la tendance devrait probablement s'affirmer avec le succès du film-documentaire *Demain*. Selon Ciaran Mundy, directeur du Bristol Pound<sup>7</sup> et l'un des protagonistes de ce documentaire, « le problème avec le système financier international est que certaines grandes compagnies n'ont guère d'intérêts locaux. Elles n'ont pas le même besoin de maintenir une communauté saine, une société qui fonctionne bien, que les gens qui vivent et travaillent dans l'économie réelle. »<sup>8</sup>

Pour appuyer ces propos quant à la *déconnection* dont souffrent les monnaies officielles, quelques chiffres pour le moins édifiants : seulement 3 % des transactions en monnaies officielles circulent dans l'économie réelle (contre 100 % des transactions en monnaies locales). Ce qui revient à dire que 97 % des transactions en monnaies officielles circulent dans les sphères spéculatives.<sup>9</sup>

<sup>6</sup> J.-Y. BURON, I. FRANCK, *Monnaies locales : quand l'euro ne suffit plus*, Bruxelles : Vivre ensemble, « analyse », mars 2013, p. 7, [en ligne] <http://vivre-ensemble.be/Monnaies-locales-quand-l-euro-ne>, consulté le 10 juillet 2016. Notons néanmoins qu'une monnaie dépend toujours de ce qu'on en fait. Et qu'il ne faut pas imputer à la monnaie des maux qui viendraient d'autres raisons (faiblesse de la régulation financière, évasion fiscale, manque de transparence des flux financiers, etc.).

<sup>7</sup> Monnaie complémentaire lancée à Bristol au Royaume-Uni le 19 septembre 2012.

<sup>8</sup> C. MUNDY, cité dans le film de C. DION, M. LAURENT, *Demain*, France : Move Movie / France 2 cinéma / Mars films / Mely Production, 2015.

<sup>9</sup> F. RAUX, « Economie sociale et solidaire : quand les territoires inventent leur monnaie », *Lagazette.fr*, 7 décembre 2011, [en ligne] <http://www.lagazettedescommunes.com/88137/economie-sociale-et-solidaire-quand-les-territoires-inventent-leur-monnaie/>, consulté le 25 novembre 2016.

Qui plus est, comme le souligne le fondateur de la monnaie citoyenne de la ville de Toulouse, Frédéric Bosqué « environ 85 % de la monnaie officielle en circulation est une monnaie de crédit qui, par définition, pousse à l'endettement du corps social. À l'inverse, la monnaie locale permet un désendettement collectif. »<sup>10</sup>

Comment les monnaies locales peuvent-elles contribuer à ce désendettement collectif ? Grâce à ce qu'on appelle le « coefficient multiplicateur de l'achat local »<sup>11</sup>.

Pour comprendre, nous devons imaginer un afflux d'un million d'euro dans une ville. Ceux-ci sont dépensés chez des vendeurs (de biens et services) locaux qui eux-mêmes dépensent cet argent localement. C'est un cycle qui peut se reproduire de nombreuses fois avant, éventuellement, d'utiliser cet argent pour acheter des biens importés.

Si ce cycle se produit quatre fois, le million d'euro va agir comme s'il s'agissait de quatre millions d'euro en augmentant, au passage, le revenu des producteurs locaux.

Par contre, si l'on dépense ce million directement sur Internet ou dans un magasin qui ne réinvestit pas dans la région, ce million d'euro n'agira comme un seul million et non quatre et ne profitera pas aux producteurs locaux.

Or, ces producteurs peuvent, grâce à ces *effets de leviers*, créer des emplois non délocalisables, payer des taxes locales qui peuvent être investies dans le bien-être des citoyens ou le soutien de projets divers, bref, une richesse dans tous les sens du terme au niveau d'une région ou d'une ville sans passer par un financement via un nouveau crédit.

---

<sup>10</sup> F. BOSQUÉ, cité par « Les matières précieuses au secours de l'économie réelle », *PA, la lettre économique et politique de PACA*, 1<sup>er</sup> mars 2016, [en ligne] <http://www.presseagence.fr/lettre-economique-politique-paca/2016/03/01/paris-les-matieres-precieuses-au-secours-de-leconomie-reelle/>, consulté le 10 juillet 2016.

<sup>11</sup> T. TRUIT, EARTH AND SKY COLLECTIVE, « We recycle our paper, our cans, and our bottles ; why not recycle (and control) our incomes ? Why the 'Local Multiplier Effect' Always Counts », *geonewsletter.org*, s. d., [en ligne] <http://www.geonewsletter.org/archives/LocalMultiplierEffect1104.htm>, consulté le 25 novembre 2016.

Il paraît donc assez clair que les partisans des monnaies locales complémentaires souhaitent se reconnecter avec une économie réelle, celle de leur région. C'est leur environnement proche qu'ils veulent protéger et développer, en étant certains que l'argent en circulation sera dépensé ou réinvesti localement, au bénéfice des marchands ou producteurs de la région.

Encourager les citoyens à dépenser ou investir leur argent localement apporterait une bouffée d'air aux économies régionales. Quand l'économie va mal, comme c'est le cas depuis au moins 2008, nous avons le réflexe de ne pas trop dépenser. Nous mettons de côté tout ce qui peut l'être, or, lorsque nous réduisons fortement nos dépenses, ce sont des revenus en moins pour les commerçants et les entreprises. Ceux-ci licencient du personnel ou font faillite, réduisant une nouvelle fois les dépenses de chacun. Finalement, c'est l'économie dans son ensemble qui ne fonctionne plus. Enfin, nos petites économies sur nos comptes d'épargne ne nous rassurent même plus. Les krachs boursiers se sont succédé et de nouveaux pourraient encore survenir. Comment, dès lors, être certains que nos économies sur nos comptes d'épargne ne seront-elles pas la cible d'une spoliation pour renflouer les banques comme ce fut le cas à Chypre en mars 2013 et comme le laisse entrevoir la *directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances* (BRRD)<sup>12</sup> ? Depuis 1970, nous avons tout de même connu dans le monde pas moins de 145 krachs bancaires et 208 crises monétaires.<sup>13</sup>

Il nous semble donc que la monnaie locale complémentaire joue, à ce stade, deux rôles majeurs : elle se veut un outil qui permet de soutenir, voire de dynamiser une région. Mais elle se révèle aussi un instrument de militance, un moyen pour les initiateurs d'une MLC de faire savoir qu'ils ne sont pas en accord avec les principes de l'économie spéculative et qu'ils défendent une autre philosophie, une autre vision de l'économie qui devrait être au service du citoyen et de son environnement.

---

<sup>12</sup> V. MASSON, « Les banques en faillite pourront désormais ponctionner les comptes des déposants », *Le Figaro*, 22 octobre 2015, [En ligne] <http://bit.ly/1PhLRXT> ]

<sup>13</sup> C. DION, M. LAURENT, *op. cit.*

### 3. Pourquoi créer une monnaie locale complémentaire ?

Outre le contexte économique et financier, outre l'aspect militant, on peut s'interroger davantage sur l'opportunité de créer une MLC. Pourquoi en créer une ? ou plutôt... pourquoi pas ?

Bernard Lietaer, qui a participé au lancement de l'écu (l'ancêtre de l'euro) nous explique : « prendre des cours d'économiste, c'est un lavage de cerveau pour faire croire qu'il faut tout faire avec une seule monnaie parce que c'est plus efficace – sans conteste – mais c'est beaucoup trop fragile. Ça n'a pas la résilience qu'il faut... Il faut une diversité. Nous avons besoin de l'euro, d'une monnaie mondiale qui ne soit pas la monnaie nationale de quelqu'un et nous avons besoin d'une monnaie pour notre quartier. »<sup>14</sup>

Ainsi, si nous arrivions un jour à fonctionner avec ces trois monnaies différentes, nous devrions être plus à l'abri des krachs boursiers et des effondrements du dollar ou de l'euro dès qu'un marché financier s'enrhume ou vit sa énième bulle spéculative.

Mais au-delà de cette indispensable résilience<sup>15</sup>, cette essentielle capacité à faire face à des chocs externes, il existe de par le monde des citoyens qui se lancent dans l'aventure de création d'une MLC avec le projet de répondre à un défi social, économique, ou environnemental, un défi auquel notre monnaie officielle ne répond pas ou en tout cas pas suffisamment.

---

<sup>14</sup> Idem.

<sup>15</sup> C. MEYER, *Les monnaies locales comme outil de résilience territoriale*, Liège : BarricadÉ culture d'alternatives, novembre 2012, [en ligne] <http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2012camille-monnaies.pdf>, consulté le 10 juillet 2016.

Selon les groupements à l'origine de ces monnaies complémentaires et les défis envisagés, les objectifs peuvent être :

#### a. Favoriser l'économie locale, encourager l'emploi

Voilà bien un objectif – véritablement fascinant – commun à bon nombre de monnaies locales. Mais comment est-ce que cela fonctionne ?

Mettre en circulation une monnaie locale complémentaire (MLC) permet de limiter les échanges commerciaux au sein d'un territoire donné. Les utilisateurs échangent des euros contre la nouvelle monnaie (auprès d'un comptoir de change) et cette monnaie est dépensée auprès des commerçants, des producteurs locaux et PME du territoire. Cette monnaie locale n'est pas utilisée dans le village à côté où elle ne vaut rien, ni dans une grosse multinationale qui pratique l'évasion fiscale ou la délocalisation d'activités.

L'intérêt est donc – et les seigneurs locaux du Moyen Âge l'avaient déjà bien compris – d'éviter les fuites de capitaux en dehors de leur territoire. L'argent reste au niveau local.

La monnaie locale permet en outre de faire circuler l'argent plus rapidement et crée de ce fait une augmentation de la production, de la croissance économique, et du coup de l'emploi (non délocalisable). En effet, quand un nombre conséquent de citoyens se met à acheter des produits locaux, les commerçants de la région voient leurs marges bénéficiaires augmenter ainsi que la possibilité d'engager une nouvelle main-d'œuvre pour répondre à cette demande croissante.

Rob Hopkins, qui a lancé le Totnes pound, nous apprend dans le documentaire *Demain* « [qu']une livre dépensée dans une entreprise locale circule davantage et génère 2,5 livres d'activité. Alors qu'au supermarché, cela ne génère que 1,4 livres. L'argent s'échappe. »<sup>16</sup>



<sup>16</sup> R. HOPKINS, cité par C. DION, M. LAURENT, *op. cit.*



C'est pour cette raison qu'il faut trouver un moyen pour que les commerçants soient encouragés à garder la MLC au lieu de l'échanger. Par exemple, il faudrait encourager le vendeur de banane Chiquita à plutôt garder les MLC qu'il aura gagné pour se fournir auprès d'un producteur local (ce seront dès lors des pommes vu qu'on produit peu de bananes en Belgique). Une modalité, par exemple, serait d'augmenter la commission prise par la coopérative qui gère la MLC lorsqu'un particulier ou un commerçant décide de rééchanger la MLC pour acquérir des euros. Plus la commission sera élevée, plus les utilisateurs seront encouragés à conserver des devises en MLC.

À l'inverse, on peut même imaginer une *prime* lorsque l'on convertit des euros en MLC. Imaginons qu'en pouvoir d'achat dans les magasins locaux, 1 EUR = 1 MLC. Mais que je peux obtenir 11 MLC avec 10 EUR au comptoir de change (lequel se présente sous forme de coopérative). J'ai donc fait un bénéfice. Le comptoir de change a perdu 1 MLC, en revanche.

Admettons que j'achète pour 11 MLC de pommes à notre producteur local. Celui-ci a le choix de réutiliser les MLC pour réaliser ses dépenses ou bien il va les échanger contre des euros.

On prévoira cependant ici une pénalité pour les échanges de la MLC vers l'euro. Par exemple, que 10 MLC ne permettent de récupérer que 9,09 EUR. Le marchand sera dès lors tenté de conserver ses MLC, et de dépenser, lui aussi, local.

Le bonus d'acquisition de MLC et la pénalité de sortie peuvent être plus importants pour inciter davantage à l'utilisation des MLC. Attention, toutefois, à ce que la parité 1 MLC = 1 EUR soit bien maintenue. Un bonus ou une pénalité trop forte risquerait de briser cet équilibre.

En définitive, l'utilisation d'une MLC responsabilise les citoyens par rapport au développement de leur territoire et à l'employabilité de leurs congénères. Elle crée une solidarité économique entre les acteurs d'une même région. Les consciences évoluent !

## b. Maintenir les échanges entre PME

En 1934 (à la suite du krach boursier de 1929), les entreprises suisses se sont retrouvées face à de gros problèmes de trésorerie. Et sans liquidités, que les banques n'avaient plus, qu'elles ne prêtaient plus, notamment parce que les clients mettaient trop de temps à rembourser leurs emprunts, il n'y avait dès lors plus de transactions possibles ! Les échanges commerciaux s'arrêtent. La faillite menace ! Et avec elle, les pertes d'emploi.

Pour continuer à fonctionner, l'économie avait pourtant toujours besoin d'avoir accès à des biens et services. Par exemple, les transporteurs suisses avaient toujours besoin de pneus, les monteurs de pneus avaient besoin d'autres produits et services des PME voisines et ainsi de suite...

De ce fait, quelques patrons de PME suisses ont eu l'idée de créer un cercle d'échanges entre entreprises, sans argent liquide et sans intérêt ! Un système monétaire travaillant en circuit fermé. C'est ainsi que le WIR est né avec une unité équivalant au franc suisse. De la sorte, en l'absence de francs, les PME continuent de travailler en bénéficiant de crédits limités en WIR, convertibles à tout moment en francs suisses (moyennant une légère taxe de change). Chaque PME est débitée ou créditée en WIR. Et comme posséder des WIR ne rapporte aucun intérêt, la PME ne les thésaurise pas. Au contraire, elle les dépense au sein du club WIR (et non chez un concurrent extérieur au club).

Ce WIR – qui dispose de sa propre banque – est utilisé encore aujourd'hui par 60 000 PME !

Cet exemple démontre que si l'ensemble des acteurs (consommateurs/salariés, producteurs et sous-traitants) jouent le jeu, alors les MLC ont un véritable potentiel de développement régional à large échelle.





### c. Développer des relations intergénérationnelles

Outre le renforcement du développement économique régional, les MLC peuvent avoir des caractéristiques positives inattendues, comme, par exemple, le renforcement des liens intergénérationnels.

L'exemple le plus significatif et remarquable en la matière est celui des Fureai-Kippu, aussi appelé « ticket de relation cordiale »<sup>17</sup> mis en place en 1994 au Japon.

Dans ce pays, la population y est fort vieillissante. On y compte même plus de 60 000 centenaires !

Et la tendance n'est pas prête de s'inverser ; en 2040, 36 % de la population aura plus de 65 ans. Cette évolution n'est pas sans impact sur les finances publiques. L'État doit financer davantage de pensions et de soins de santé tout en encaissant moins de recettes fiscales en raison de la réduction de la population active. Les bénévoles s'essoufflent. En outre, comme dans d'autres pays, les enfants s'éloignent des familles pour trouver un emploi et les personnes âgées s'isolent.

Un système d'entraide mutuelle s'est donc mis en place pour couvrir les services qui ne sont pas pris en charge par l'assurance maladie. Dans ce système, vous avez alors la possibilité de travailler pour une personne âgée qui vous rémunère en Fureai-Kippu. Vous pouvez ensuite garder ceux-ci pour vos vieux jours ou les envoyer à une autre personne âgée de votre choix qui pourra les utiliser à son tour dans sa région. Grâce à cet outil, les solidarités intergénérationnelles s'installent à nouveau. Chose étonnante ; les utilisateurs disent préférer payer en Fureai-Kippu (une monnaie-temps) plutôt qu'en yen.

---

<sup>17</sup> V. MA-DUPONT, *Japon : Fureai Kippu, la banque du temps pour l'aide aux seniors*, Paris : Institut de la gestion publique et du développement économique, « Note réactive », n°73, mai 2015, [en ligne] [http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/igpde-editions-publications/revuesGestionPublique/IGPDE\\_Reactive\\_Japon\\_mai\\_2015.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/igpde-editions-publications/revuesGestionPublique/IGPDE_Reactive_Japon_mai_2015.pdf), consulté le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

Le même phénomène se retrouve dans le cas de MLC en Allemagne où des utilisateurs acceptent d'être payés en MLC en échange de services alors qu'ils refuseraient d'être rémunérés en euros.

#### d. Encourager le développement durable

Encourager les producteurs locaux, c'est favoriser les circuits courts. De la sorte, vous réduisez les transports de produits ainsi que les émissions de CO<sub>2</sub> et l'impact sur le plan environnemental. Cet aspect est indéniable, pour autant que les monnaies locales soient bien destinées à encourager les producteurs locaux, et qu'un commerçant local acceptant les MLC ne se fournisse pas à partir de zones géographiquement lointaines (Chine, Bangladesh, etc.).

Mais en matière de développement durable, vous pouvez aller plus loin : stimuler des comportements écologiques, la création de potagers, encourager l'achat de produits issus de l'agriculture biologique, d'énergie verte, de produits isolants pour votre habitation, d'abonnement en transports en commun... et ce avec plus ou moins de succès.

Si l'expérience est une réussite à Gand avec le Toreke qui a permis entre autres le développement d'un quartier, le Rabot-Blaisantvest, on ne peut en dire autant pour Bruxelles.

Ce qu'il y a de commun à ces deux villes, c'est que la MLC a été lancée et financée par les institutions publiques mais... cela ne garantit en rien le succès de telles opérations. Les Eco Iris de Bruxelles ont déjà disparu de la circulation et pour cause, des commerçants n'ont vu qu'un seul client utiliser cette MLC. D'autres se retrouvaient avec ces nouveaux billets dans leurs caisses sans savoir comment les écouler. Grave erreur de débutant à ne pas commettre ! On y reviendra.

...

#### e. Soutenir le développement territorial

Il existe en Bavière une monnaie locale appelée Chiemgauer. Cette monnaie a été créée en 2003 par six élèves et un professeur d'économie. Leur but ? Financer la construction d'un gymnase ! Ce qui a plutôt bien fonctionné et depuis, ce sont des associations ou des petites entreprises en période de lancement qui en profitent.

Voici le principe : le Bavarois utilise une carte de débit appelée Regiocard. Il y met ses coordonnées bancaires ainsi qu'un projet social qu'il a envie de soutenir. Chaque fois qu'il procède à un achat dans le réseau Chiemgauer, 3 % de la transaction vont directement au projet social. Ces 3 % sont financés par les entreprises participant au réseau. Ce sont des frais vite compensés par le système de fidélisation.

Le commerce qui se fait payer en Chiemgauer a alors deux possibilités : soit il effectue des dépenses en Chiemgauer au sein du réseau. Soit il les échange contre des euros. Dans ce dernier cas, il devra payer des frais de change équivalant à 5 % de la somme (3 % sont versés aux associations, et les 2 % autres servent à couvrir les frais d'émission).

Aujourd'hui le Chiemgauer est accepté par près de 600 commerces et entreprises. C'est une des MLC qui connaît le plus important succès avec une circulation de Chiemgauer équivalente à 950 000 euros.

#### f. Renforcer des liens sociaux

Une monnaie locale complémentaire est un outil qui peut être créé et géré par des professionnels (comme dans le cas du WIR suisse) ou par des particuliers, parfois par des institutions publiques. Dans un cas comme dans l'autre, le système fonctionne sur base d'un réseau. D'ailleurs, quand le réseau n'est pas suffisamment bien pensé et organisé, le système grippe et ne fonctionne plus.

Parmi les citoyens qui souhaitent porter un tel projet, on trouvera des motivations diverses. Certaines sont d'ordre politique, d'autres plutôt économique, d'autres encore seront d'ordre environnemental. Ce sont en tout cas des personnes qui portent une autre vision de la société et se réunissent autour d'un objectif commun. Ce qui permet de tisser des liens sociaux et de renforcer la cohésion d'une communauté. Et nombreux sont les analystes qui reconnaissent à ces MLC des effets majeurs dans la lutte contre l'isolement et l'exclusion sociale.

Reconnaissons enfin que la monnaie est un symbole identitaire fort qui vient renforcer ces nouveaux liens sociaux.

### III. LES EXPÉRIENCES EN COURS EN WALLONIE

En Wallonie aussi des monnaies locales complémentaires se sont développées ou sont en cours de développement.

Il y a l'Epi lorrain qui est la plus ancienne des MLC wallonnes. L'Epi est en vigueur depuis 2012 et ses billets circulent aujourd'hui à concurrence de 40 000 euros !

Les Liégeois utilisent le Valeureux ; une idée qui a émergé en 2011 avec pour objectif de faire tourner l'économie locale et favoriser les biens et services socialement responsables et respectueux de l'environnement. Les Valeureux circulent à concurrence de 20 000 euros.

Braine-le-Comte a fait le choix de s'orienter vers une monnaie-temps appelée la Minuto : une minuto est égale à une minute de travail. On dépense les minutos par SMS ou via un paiement en ligne. Ces minutos ne s'achètent pas en euros mais s'acquière en accomplissant des tâches dans le réseau. Le tarif est donc de 60 minutos de l'heure !

Et à Grez-Doiceau, les citoyens ont pris l'initiative de dynamiser l'économie locale grâce aux Blés : Bon local pour une Économie solidaire. Aujourd'hui, l'équivalent de 15 000 euros circule en BLES.

Sont en cours de développement le Solàtoi à Ath, le Talent à Louvain-la-Neuve, le Volti à Marche, Rochefort et Ciney, le Lumsou à Namur et l'Orno à Gembloux.

Et enfin, du côté de Mons, nous avons le Ropi qui tente de se relancer après un premier échec.

Ceci confirme que n'importe quel groupe de citoyens peut créer une monnaie locale complémentaire.

Antoine Attout, du réseau Financité<sup>18</sup>, insiste cependant sur le fait qu'on ne peut pas se contenter d'appeler cet outil une monnaie, de manière pure et simple. Non, l'on choisira plutôt les termes de monnaie citoyenne ou bon de soutien à l'économie ! Cette dénomination permet d'être compatible avec le droit européen. L'article 128 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne stipule en effet que « la Banque centrale européenne est seule habilitée à autoriser l'émission de billets de banque en euros dans l'Union » et que « les billets de banque émis par la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales sont les seuls à avoir cours légal dans l'Union ».

#### IV. SUR LE PLAN LÉGAL

Nous avons en Belgique l'article 178bis du Code pénal qui stipule que « quiconque aura émis un signe monétaire destiné à circuler dans le public comme moyen de paiement sans y avoir été habilité par l'autorité compétente, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 10 000 euros, ou d'une de ces peines seulement »<sup>19</sup>.

Donc, pour éviter que votre monnaie soit considérée comme un *signe monétaire*, vous prendrez soin de l'appeler bons de soutien à l'économie locale, bons d'achats ou bons d'échange et cette indication devra être clairement

<sup>18</sup> A. ATTOUT, entretien avec l'auteur, cycle de formation organisé par Financité, mars à juin 2016.

<sup>19</sup> A. ATTOUT, et al., *Guide pratique des monnaies complémentaires, destiné à l'usage des citoyens*, Namur : Réseau Financement alternatif, 2013, p. 83, [en ligne] [https://www.financite.be/sites/default/files/guide\\_pratique\\_des\\_monnaies\\_complementaires\\_0.pdf](https://www.financite.be/sites/default/files/guide_pratique_des_monnaies_complementaires_0.pdf).

apposée sur votre nouvelle monnaie. Mais ce n'est pas tout. Nous avons également pour référence la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement et à l'accès aux systèmes de paiement pour réglementer les services de paiement. Cette loi dit en substance que, pour procéder à des opérations de paiement, vous devez obtenir un agrément, autrement dit le consentement de la Banque nationale de Belgique, et réunir un capital assez conséquent. Mais si vous utilisez vos bons de soutien dans le cadre d'un réseau limité, vous faites partie des heureuses exceptions à cette loi.

Malgré tout, pour être sûr de faire les choses dans les règles de l'art, mieux vaut prendre contact avec le service de la Banque nationale de Belgique (BNB) qui gère le *contrôle des services de paiement et des établissements de monnaie électronique* afin de procéder à un examen attentif de votre projet et vérifier qu'il respecte bien les lois en vigueur. Pour les contacter, rien de plus simple : [psd@nbb.be](mailto:psd@nbb.be).

## V. QUELLES SONT LES CONDITIONS DE RÉUSSITE ET LES CAUSES D'ÉCHEC D'UNE MLC ?

Rappelons-le : ce qui fait le succès d'une MLC est la confiance que suscite cette nouvelle forme de monnaie. C'est la base, mais pas la seule condition.

Il faut aussi construire un réseau étendu, éclectique et fermé. La circularité est essentielle. Autrement dit, lorsque vous construisez votre réseau de commerçants, vous devez veiller à ce que chacun d'eux puisse déboursier sa MLC dans un autre commerce afin de ne pas les amasser dans sa caisse sans pouvoir les écouler. Cette circularité permet d'obtenir l'adhésion des commerces. À titre d'exemples, le Ropi à Mons a connu un premier échec car seuls trois commerces étaient présents dans son réseau, ce qui est largement insuffisant. À l'inverse, les initiateurs du Bristol pound ont attendu d'avoir un réseau de cinquante commerces avant de se lancer. Ces derniers ont aujourd'hui deux employés pour gérer le système.

Ensuite, il faut une garantie derrière une MLC. Il faut rassurer les utilisateurs sur la possibilité de convertir leur MLC en euros à tout moment. On préférera

par ailleurs que les euros convertis soient placés sur le compte d'une banque éthique lorsque les citoyens convertissent leurs euros en MLC, afin d'être cohérent avec la philosophie du projet !

Troisième élément : de la bonne volonté. Dans bien des cas, le système fonctionne grâce à des bénévoles qui s'investissent dans la gestion de la MLC. À titre d'exemple, l'aventure de l'Epi lorrain a commencé grâce à des pensionnés qui se sont mobilisés pour éviter la fermeture d'un commerce de Meix-devant-Virton. Mais parfois le succès est tel que le modèle économique d'une MLC peut dégager suffisamment de moyens pour procéder à l'engagement d'une ou deux personnes, comme dans le cas du Bristol pound (utilisé par 430 000 habitants).

Enfin, il faut penser aux incitants, tant vis-à-vis des commerces que des utilisateurs lambda.

Outre la sympathie que l'on peut porter au projet, il n'est pas inutile de séduire les commerçants avec une augmentation du chiffre d'affaire (3 % en Allemagne), une visibilité et publicité gratuite pour les membres du réseau... Pour le reste, à chacun de se montrer créatif !

## VI. MLC PAPIER OU ÉLECTRONIQUE ?

Se lancer dans l'aventure d'une MLC, c'est aussi être très vite confronté à des choix : crée-t-on une monnaie en papier ou une monnaie électronique ?

La version papier d'une monnaie locale complémentaire a trois intérêts majeurs : le billet est facile à échanger, il donne une visibilité au projet et est le symbole d'un message solidaire.

Le seul souci serait la possibilité pour quelques contrefacteurs de faire des faux. C'est pourquoi les initiateurs de MLC sécurisent leurs billets. Ce qui coûte 2 à 10 centimes le billet selon que l'on souhaite y apposer un hologramme, une encre UV et un numéro de série. Pour réaliser 10 000 coupures, il faut compter sur un budget de 1 500,00 euros.

La version électronique, quant à elle, offre deux intérêts : elle permet des transactions plus faciles ou innovantes (par exemple par SMS ou par une application dédiée) ainsi qu'une traçabilité accrue. Elle est en revanche plus coûteuse. Parmi les coûts à prévoir, notons tous ceux relatifs à Internet – hébergement et serveur sécurisé –, la participation d'un concepteur informatique et le coût des transactions via les terminaux qui sont de 2 à 3 cents la transaction. Mentionnons aussi que cette forme de technologie n'est pas accessible à tous et que le paiement par SMS ne porte pas toute la symbolique que peut porter un billet !

## VII. QUE REPROCHE-T-ON AUX MCL ?

Un risque de contrefaçon ? Folklorique ou alternatives au troc sont des termes qui reviennent dans les propos des détracteurs comme Georges Hübner, professeur de finance à HEC Liège qui prévient : « si un contrefacteur parvient à falsifier cette monnaie, les utilisateurs ne sont pas protégés par la loi »<sup>20</sup>.

C'est vrai mais la monnaie locale dispose aussi de dispositifs de sécurité. Et puis, la masse de monnaies locales en circulation et le territoire donné sont si réduits qu'un faussaire se donnerait beaucoup de mal pour rien.

Ce même Georges Hübner signale aussi que « la possibilité de thésauriser est rendue complexe ». Voilà qui est bien singulier comme critique puisque l'objectif majeur d'une monnaie locale est une circulation plus importante de l'argent au niveau local ! Le but n'est pas de les économiser. D'ailleurs, pour éviter que les utilisateurs ne stockent chez eux de telles monnaies, elles sont souvent dites fondantes, c'est-à-dire qu'elles perdent de leur valeur avec le temps. Il faut vite les dépenser !

Georges Hübner parle également de souci de convertibilité : « Avant, il y avait l'étalon-or. Aujourd'hui, c'est plutôt une fiction de parité de pouvoir d'achat. [...] cela veut dire que vous n'avez pas l'assurance que la monnaie vaut ce qu'elle dit valoir. »<sup>21</sup>

<sup>20</sup> G. HÜBNER, cité par T. BOUTTE, M. BAUS, « Namur lance à son tour sa monnaie locale. Danger ? », *La Libre.be*, 27 octobre 2015, [en ligne] <http://www.lalibre.be/debats/ripostes/namur-lance-a-son-tour-sa-monnaie-locale-danger-562fc21335700fb9300efbea>, consulté le 22 juin 2016.

<sup>21</sup> G. HÜBNER, *op. cit.*

Que répliquer ? Si ce n'est que l'étalon-or a été définitivement abandonné en 1971 par le président Richard Nixon et qu'en conséquence, toutes les monnaies officielles ont décroché de cette référence à l'or depuis belle lurette. Mais surtout, toutes les monnaies locales sont remboursables en euro.

Un risque d'inflation ? Celui-ci est réduit car il n'y a pas de création monétaire ; la masse de monnaies locales est garantie par un fonds de réserve en monnaie officielle comme l'euro. Dès qu'un utilisateur n'a plus confiance dans le système de monnaie locale, il peut à tout moment les échanger contre la monnaie officielle.

La fraude fiscale et sociale ? Tristan Dissaux nous rappelle que « les fraudeurs n'ont pas attendu les monnaies locales pour frauder ! Toutes les monnaies locales ayant la même valeur que l'euro, les professionnels qui les acceptent en paiement doivent enregistrer l'encaissement, indépendamment de la monnaie utilisée. La facturation se fait en euros dans tous les cas. Les sommes perçues en monnaie locale sont assujetties à la TVA et incluses à la base fiscale comme les autres. »<sup>22</sup>

---

<sup>22</sup> T. DISSAUX, « La loi doit soutenir au lieu de freiner », *Les Dossiers d'Alternatives économiques*, n°6, « Réinventer la monnaie », mai 2016, p. 68, [en ligne] [http://www.alternatives-economiques.fr/la-loi-doit-soutenir-au-lieu-de-freiner\\_fr\\_art\\_1438\\_76080.html](http://www.alternatives-economiques.fr/la-loi-doit-soutenir-au-lieu-de-freiner_fr_art_1438_76080.html).

## CONCLUSIONS

Pour conclure, gardons bien à l'esprit qu'une MLC n'est pas une fin en soi mais bien un outil que l'on utilise pour tenter d'atteindre un ou plusieurs objectifs. Est-ce que tous les objectifs que les initiateurs de MLC se sont fixés ont bien été atteints ? Dans le cas des MLC belges, nous disposons de trop peu de recul pour pouvoir les évaluer à leur juste valeur. Leur essor n'est que trop récent. Nous devons encore attendre un peu pour mesurer leurs résultats. Mais quoi qu'il en soit, elles ont déjà le mérite de révéler une réalité : elles pointent des défaillances du modèle économique dominant et nous interpellent sur un modèle d'économie plus citoyen.

Pour Jean-Yves Buron et Isabelle Franck, une MLC interroge même le lien entre démocratie et économie : « À l'heure des grandes banques qu'il faut sauver, des déficits budgétaires, de la crise de l'euro, de la spéculation et de la domination des multinationales et des investisseurs étrangers qui n'ont que le profit pour objectif, la question de la réappropriation de l'économie et de la monnaie se pose légitimement. Et comme le monde politique semble pétrifié devant de nombreuses contradictions (par exemple, austérité et relance, croissance et lutte contre la destruction de l'environnement), de nombreux citoyens laissent parler leur créativité et inventent leurs propres outils. Tout ceci en respectant les législations, ce qui n'est pas toujours évident. »<sup>23</sup>

Les expériences menées hors de nos frontières, quant à elles, nous permettent d'identifier quelques lignes de force.

Toutes ces MLC, qu'elles soient l'initiative de citoyens, d'entreprises ou d'institutions publiques ont un point commun : elles permettent de remplir au moins un objectif auquel les monnaies officielles ne sont pas à même de répondre.

Ainsi, les entreprises suisses ont continué d'échanger des biens et des services entre elles et à maintenir l'emploi malgré la crise.

Le Japon a pu maintenir l'existence de services à l'égard des personnes âgées. Les ressources des territoires sur lesquels se sont organisées des MLC citoyennes ont été valorisées. L'économie locale a été relancée. Et c'est bien

---

<sup>23</sup> J.-Y. BURON, I. FRANCK, *op. cit.*, p. 10.

là l'objectif majeur et commun à ces monnaies complémentaires. Le Bristol Pound et le Chiemgauer en sont de brillants exemples.

Mais d'autres effets se font ressentir... Les citoyens s'impliquent dans leur ville ou dans leur village. De nouveaux liens se créent, de nouveaux types de relations humaines émergent. Et les citoyens s'enrichissent, non en MLC mais en relations culturelles et sociales. Bien sûr, on ne résout pas les problèmes de pauvreté mais la création de liens sociaux permet de repousser l'exclusion qui elle amplifie la pauvreté.

Enfin, la monnaie locale complémentaire a aussi remis du sens dans la consommation. En cela, elle représente un incroyable outil d'éducation permanente. Les citoyens réfléchissent désormais à leurs achats qui ne sont pas neutres : vais-je faire mes courses chez le commerçant du coin et soutenir l'économie réelle et l'emploi ? Ou vais-je dépenser mon argent dans une grande surface ?

Comme le dit très justement le philosophe Patrick Viveret, « les monnaies locales servent l'économie réelle avec une valeur ajoutée sociale et humaine »<sup>24</sup>.

Mais tous ces effets tangibles sont encore fort méconnus du public, quand celui-ci ne doute pas de la légalité du système. C'est cette méconnaissance qui serait le principal frein au développement d'une MLC.

Aussi, à défaut d'une communication efficace, une nouvelle monnaie complémentaire risque de se cantonner à une poignée de convaincus alors que, selon Jérôme Blanc, professeur à l'université de Lyon, il faut atteindre le nombre de 10 000 usagers pour envisager l'autonomie financière d'une MLC.<sup>25</sup> Il est essentiel que les MLC ou les porteurs de projets s'ouvrent à l'ensemble de la société. Ces projets sont en effet parfois complexes, financièrement lourds et énergivores pour les bénévoles qui risquent de s'épuiser. Sachons-le ! Mais visiblement, le jeu en vaut la chandelle !

---

<sup>24</sup> P. VIVERET, cité par J. LAMOTHE, « En complément de l'euro, les monnaies locales séduisent de plus en plus », *Le Monde.fr*, 22 mai 2015, [en ligne] [http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/05/22/en-complement-de-l-euro-les-monnaies-locales-seduisent-de-plus-en-plus\\_4639088\\_3234.html#aYr0WWJjOp65hepy.99](http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/05/22/en-complement-de-l-euro-les-monnaies-locales-seduisent-de-plus-en-plus_4639088_3234.html#aYr0WWJjOp65hepy.99), consulté le 10 juin 2016.

<sup>25</sup> J. BLANC, « Un mouvement à géométrie variable », *Les Dossiers d'Alternatives économiques*, n°6, « Réinventer la monnaie », mai 2016, p. 64, [en ligne] [http://www.alternatives-economiques.fr/un-mouvement-a-geometrie-variable\\_fr\\_art\\_1438\\_76077.html](http://www.alternatives-economiques.fr/un-mouvement-a-geometrie-variable_fr_art_1438_76077.html).

## ENVIE D'EN SAVOIR PLUS OU DE VOUS LANCER DANS LA CRÉATION D'UNE MCL ?

Il existe une structure en Belgique pour accompagner les citoyens désireux de lancer leur propre MLC : c'est le réseau Financité. Vous trouverez toutes leurs analyses fort intéressantes, ainsi que d'autres informations utiles sur leur site :

<https://www.financite.be/fr/article/conseil-pour-les-monnaies-ci-toyennes>

Si vous souhaitez en savoir plus sur les expériences de MLC à l'étranger, voici quelques références incontournables :

### 1. À visionner

- Le film documentaire *Demain* de Cyril Dion et Mélanie Laurent.
- Un reportage de Philippe Borrel sur *L'urgence de ralentir*, [en ligne] <http://monnaie-locale-complementaire.net/lurgence-de-ralentir/>

### 2. À lire

- « Réinventer la monnaie », *Les Dossiers d'Alternatives économiques*, n°6, mai 2016.
- BOSQUÉ Fr., *Les monnaies citoyennes*, Arles : Actes Sud, 2014.
- BURON J.-Y., FRANCK I., *Monnaies locales : quand l'euro ne suffit plus*, Bruxelles : Vivre ensemble, « analyse », mars 2013, p. 7, [en ligne] <http://vivre-ensemble.be/Monnaies-locales-quand-l-euro-ne>

### 3. À consulter sur Internet

<http://www.scoop.it/t/echange-local-monnaie-locale>



Auteure : Karin Dubois

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,  
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

**[www.cpcp.be](http://www.cpcp.be)**



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Avoir un billet avec la tête de David Bowie dans son portefeuille, ça le fait ! Surtout si ce billet encourage l'emploi près de chez soi, soutient le développement durable et renforce les liens entre les habitants de la région. C'est le cas à Brixton, un quartier au sud de Londres. Mais c'est aussi le cas dans 5 000 autres endroits de la planète, en Wallonie aussi !

On a un peu de mal à prendre ces nouvelles monnaies citoyennes au sérieux et pourtant elles ne manquent pas d'intérêt ! Comment un tel petit bout de papier peut-il développer votre économie ? Comment ces monnaies locales complémentaires fonctionnent-elles, est-ce bien légal ? Quelles sont les conditions pour assurer leur succès ? Cette publication vous permet une première approche tout en douceur d'un phénomène qui prend de l'ampleur.



## Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises, 45 – 1000 Bruxelles  
**02 238 01 00 – [info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)**